

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 12/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRE OUEST CEREALES

2, boulevard Marie et Pierre Curie
bâtiment Optim@5
BP 10036 – 86361 Chasseneuil-du-Poitou cedex
86360 Chasseneuil-du-Poitou

Références : VAT20230568
Code AIOT : 0010003928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté La Chartrie - ZI des Morinières 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE OUEST CEREALES
- La Chartrie - ZI des Morinières 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010003928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le complexe céréalier actuellement exploité par la Société Centre Ouest Céréales à DESCARTES est réglementé par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1991, complété notamment par celui du 12 mars 2018 pour encadrer les activités de stockage de céréales.

La société Centre Ouest Céréales a pour activités principales le regroupement, le stockage et la commercialisation de céréales. Une activité d'entreposage et distribution d'engrais et de produits phytosanitaires est également présente sur ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection du 9 octobre 2023 a porté notamment sur les points de contrôle suivants :

- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds, nettoyage des installations...),
- l'existence, la mise en œuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissent la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux ...).

Des contrôles, par sondage, de la présence des détecteurs de dysfonctionnement et de l'asservissement du fonctionnement des installations de manutention à celui du système d'aspiration, ont été effectués au cours de cette inspection.

Des simulations de défaut de ces équipements ont également été mises en œuvre, dans le cadre de cette opération, afin de vérifier la mise à l'arrêt du circuit testé, et le bon fonctionnement des alarmes associées...

Outre ces points de contrôle, associés à l'action nationale 2023 « Silos », un point concernant le suivi en continu des produits dangereux présents dans l'établissement ainsi que sur la pérennité des mesures correctives adoptées en réponse aux constats formulés à l'issue de l'inspection du 5 octobre 2020, ont également été réalisés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 3.5 (Art. 7.2.1 et 8.3.1.3.5 de l'APC du 12/03/2018)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 (Art. 7.4.2 et 7.4.5 APC du 12/03/2023)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 (Art. 7.4.6.1 de l'APC du 12/03/2018)	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	NC1_VI_05/10/2020_Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.3 de l'APC du 12/03/2018)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.2 de l'APC du 12/03/2018)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (Art. 7.3.2.1 de l'APC du 12/03/2018)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Gardiennage et contrôle des accès	AP Complémentaire du 12/03/2018, articles 7.2.5 et 8.3.1.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Obligations de l'exploitant	AP Complémentaire du 12/03/2018, articles 1.5.2 et 7.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	NC4_VI_05/10/2020_Défense incendie	AP Complémentaire du 12/03/2018, article 7.7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Nettoyage des silos	AP Complémentaire du 12/03/2018, article 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NC3_VI_05/10/2020_Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 (Art. 2.1.3 de l'APC du 12/03/2018)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi en continu des produits détenus
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I – Point 3.5 (Art. 7.2.1 et 8.3.1.3.5 de l'APC du 12/03/2018)
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks des engrais
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. [...] Aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation n'est stocké dans le bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs. [...]
Constats : La visite in-situ a permis de constater la présence du locotracteur à moins de 3 mètres du stockage des engrais à fort dosage conditionnés (4702-II).
Observations : À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides. Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau joint en annexe du présent rapport.

Cet état des stocks permet également d'établir que l'exploitant respecte les volumes qu'il a déclarés, volumes actés par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 avec le bénéfice de l'antériorité. Les documents permettant à l'exploitant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (FDS, documents d'accompagnement...) sont tenus à la disposition de l'inspection et des services de secours.

La présence du locotracteur observée à moins de 3 mètres du stockage des engrais à fort dosage conditionnés répondant aux critères de la rubrique 4702-II met en évidence l'absence de respect des dispositions relatives :

- aux distances d'éloignement du stockage des engrais vis-à-vis de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible ;
- aux précautions à prendre pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles – liquides ou solides accidentellement fondus – ne puisse atteindre le stockage d'engrais ;
- au fait qu'aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation ne doit être stocké à proximité des aires de stockages extérieurs.

Outre ces aspects, pour mémoire l'aménagement et l'organisation des stockages doivent répondre en tous points aux dispositions de l'article 2.12 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 (Art. 7.4.2 et 7.4.5 APC du 12/03/2023)

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

La formation de recyclage d'un des responsables "silo" du site COC de Descartes concernant les risques spécifiques aux silos (21.A.83012.1: RISQUES IEP) planifiée en 2021, n'a pas été finalisée, selon le bilan individuel présenté à l'inspecteur.

Observations :

Les responsables "silo" du site COC de Descartes sont nommément désignés par l'exploitant, au travers de la fiche de poste présentée à l'inspecteur.

La consultation du suivi formalisé des formations de l'un d'eux a permis de constater que ce dernier a suivi une formation initiale spécifique aux risques présentés par les silos, en 2016. La formation de recyclage de ce même personnel concernant les risques spécifiques aux silos (21.A.83012.1: RISQUES IEP) planifiée en 2021, n'a pas été finalisée, selon le bilan individuel présenté à l'inspecteur.

Aussi, il est demandé à l'exploitant de présenter les mesures compensatoires adoptées en substitution de ce recyclage non suivi, ou de justifier du suivi effectif de cette formation, concernant cet agent.

L'inspecteur a également consulté le suivi formalisé des formations suivies et planifiées concernant l'agente silo recrutée en avril 2023. Cette consultation n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : NC3_VI_05/10/2020_Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 (Art. 2.1.3 de l'APC du 12/03/2018)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <u>Constat du 5 octobre 2020 :</u> NC3 (Art. 7.76 de l'APC du 12/03/2018) : Le plan d'intervention ne comporte pas le plan de localisation des mesures de découplage, afin de faciliter l'intervention des services de secours. Les stratégies de défense incendie mériteraient d'être complétées par des fiches réflexes indiquant les mesures à adopter pour procéder à la vidange d'une cellule en phase accidentelle, notamment en cas de présence d'un point chaud en cellule. En réponse à ce constat, par courrier du 27 novembre 2020 l'exploitant a indiqué avoir complété son plan d'intervention. Il a joint au courrier précité ce plan actualisé en date du 4 novembre 2020 qui comporte désormais les schémas permettant de visualiser l'emplacement des découplage mis en place dans le silo n°2 ainsi que les stratégies d'intervention définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - en cas de détection d'un incendie dans les magasins d'engrais et de phytosanitaires, - en cas de détection d'un incendie dans le stockage de poussières, - en cas de détection d'un incendie dans le filtre à poussières, - en cas de détection d'un incendie dans un élévateur, - en cas de phénomène d'auto-échauffement dans une cellule, - en cas de détection d'un point chaud dans une cellule (susceptible d'induire un incendie si les étapes de ventilation et/ou de vidange n'ont pu être appliquées à temps), - en cas de pollution accidentelle. La transmission de ces éléments permet de clôturer la non-conformité NC3 notifiée à l'issue de l'inspection du 5 octobre 2020.
<u>Constat du 9 octobre 2023 :</u> L'inspecteur a consulté les consignes associées à la délivrance des permis de feu et le plan d'intervention relatif à la gestion des situations d'urgence concernant les silos. Cette consultation n'appelle pas d'observation. La non-conformité NC3 associée à la visite d'inspection du 5 octobre 2020 est clôturée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 (Art. 7.4.6.1 de l'APC du 12/03/2018)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Le permis délivré le 11 août 2023 ne mentionne pas la nature des travaux à réaliser, ni le type de matériel pouvant être utilisé dans le cadre de ces travaux.
Observations : Le permis de travail délivré le 11 août 2023, au profit d'une entreprise extérieure, est notablement incomplet. Ce permis liste : <ul style="list-style-type: none"> - la durée de validité, - la nature des dangers, - les mesures de prévention et de protection à adopter, en regard de la présence de poussières organiques, - les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux... À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception a été réalisée par l'exploitant avant la remise en service de l'installation. Toutefois, la nature des travaux et le type de matériel pouvant être utilisé dans le cadre de ces travaux ne sont pas mentionnés sur le permis précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : NC1_VI_05/10/2020_Prévention des risques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.3 de l'APC du 12/03/2018)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]
Constats : La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo n°2 a permis de constater un dysfonctionnement du fonctionnement du double asservissement. En effet, cette simulation n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du transporteur d'ensilage CT6.
Observations : <u>Constat du 5 octobre 2020 :</u> La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration avec le circuit silo n°2 - Fosses 1 à 4-TC5 - TC4 - E3 - Nettoyeur - E2 - TC2 - B01 en fonctionnement, a permis de constater l'absence de mise à l'arrêt du transporteur à chaîne TC2. Les autres équipements de manutention se sont correctement mis à l'arrêt. En réponse à ce constat, par courrier du 27 novembre 2020 l'exploitant a indiqué : <i>"Nous avons mené l'action correctrice demandée. Le 12 octobre 2020, notre prestataire est intervenu pour corriger le dysfonctionnement constaté lors de votre visite."</i>

A ce jour, l'asservissement des TC et élévateurs a été effectué avec arrêt sur contrôle de l'aspiration. L'ensemble a été testé sans dysfonctionnement."

Constat du 9 octobre 2023 :

Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe du présent rapport.

La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo n°2 a mis en évidence un dysfonctionnement du double asservissement de l'aspiration / manutention du silo n°2, sur le circuit "fosse n°8 - élévateur E5 et le transporteur à bande d'ensilage CT6".

En effet, la mise à l'arrêt de l'aspiration n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du transporteur à bande d'ensilage CT6. Les autres équipements de manutention se sont correctement mis à l'arrêt.

La non-conformité notifiée suite à l'inspection du 5 octobre 2020 est reconduite avec le libellé suivant : La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo n°2 a permis de constater un dysfonctionnement du fonctionnement du double asservissement. En effet, cette simulation n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du transporteur d'ensilage CT6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 (Art. 7.5.3.2 de l'APC du 12/03/2018)

Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

L'exploitant n'étant pas été en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme des bandes et les caractéristiques antistatiques des 2 transporteurs d'ensilage du silo n°2, il lui est demandé de communiquer à l'inspection les justificatifs relatifs à la conformité des bandes de ces transporteurs.

Observations :

A la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la conformité des bandes des transporteurs d'ensilage du silo n°2 concernant la non propagation de la flamme des bandes.

A noter, le rapport APAVE référencé 23183358 du 22 février 2023, relatif à la vérification des installations électriques réalisée le 20 février 2023, fait état de la mention suivante concernant son avis sur le volet "Electricité statique" : *"Il convient de vous assurer que l'ensemble des bandes et des manches installées soient antistatiques et de nous fournir la documentation technique des éléments installés. Si ces éléments ne sont pas antistatiques il sera nécessaire de les remplacer par du matériels adaptés."*

Aussi, il lui est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs relatifs à la conformité des bandes de ces transporteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 (Art. 7.3.2.1 de l'APC du 12/03/2018)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 20 observations majoritairement récurrentes notifiés suite à la vérification du 20 février 2023 n'ont pas été levées à ce jour.</p> <p>Par ailleurs, le Q18 délivré par l'APAVE suite à la vérification périodique quadriennale des installations électriques réalisée le 20 février 2023 et objet du rapport référencé 0386580-009-1 du 22 février 2023 fait mention, indépendamment d'un risque d'incendie et d'explosion, d'une vérification partielle ne prenant pas en compte l'ensemble des installations du site et de l'absence de coupure de l'alimentation générale de l'établissement.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le rapport APAVE référencé 23183358 du 22 février 2023, relatif à la vérification des installations électriques réalisée le 20 février 2023 au titre de la réglementation ICPE, fait notamment état des mentions suivantes :</p> <p>1 - Concernant les courants vagabonds : La bonne mise à la terre de toutes les structures métalliques, la prise de terre des masses métalliques et la mise en œuvre des dispositifs différentiels sont mis en œuvre pour se prémunir contre les risques de courants vagabonds ;</p> <p>2 - Concernant le volet "Electricité statique" : "Il convient de vous assurer que l'ensemble des bandes et des manches installées soient antistatiques et de nous fournir la documentation technique des éléments installés. Si ces éléments ne sont pas antistatiques il sera nécessaire de les remplacer par du matériels adaptés" ;</p> <p>3 - IP55 cases à engrais : Remplacer les équipements qui n'ont pas l'indice de protection requis, IP55.</p> <p>Ce même rapport mentionne également 4 observations, dont 3 récurrentes, non levées à ce jour.</p> <p>Le rapport APAVE référencé 0386580-009-1 du 22 février 2023, relatif à la vérification périodique quadriennale des installations électriques réalisée le 20 février 2023, fait état de 20 observations non levées à ce jour. A noter, 19 de ces observations sont récurrentes. 6 sont de nature à présenter des risques d'incendie et/ou d'explosion : observations n°6, 7, 8, 9, 13 et 17. L'absence de mise en œuvre de mesures correctives concernant a minima ces 6 observations, 7 mois après le contrôle du 20 février 2023, n'est pas acceptable.</p> <p>Outre ces aspects, le Q18 délivré par l'APAVE suite à la vérification périodique quadriennale des installations électriques susvisée du 20 février 2023 fait mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un risque d'incendie et d'explosion, - d'une vérification partielle ne prenant pas en compte l'ensemble des installations du site, - de l'absence de coupure de l'alimentation générale de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Gardiennage et contrôle des accès
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2018, articles 7.2.5 et 8.3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des heures de travail.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Art. 8.3.1.3.2 de l'APC du 12/03/2018 : En complément de l'article 7.2.5, en dehors des séances de travail, les portes des bâtiments A1 et A2 sont fermées à clef.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que durant la coupure méridienne, le portail de l'entrée principale ainsi que l'ensemble des accès aux installations étaient ouverts, alors qu'aucun personnel n'était présent sur le site.</p> <p>Dans ce contexte, les personnes étrangères à l'établissement ont libre accès aux installations.</p>
<p>Observations :</p> <p>A son arrivée sur site, l'inspecteur a constaté que les deux accès au site étaient maintenus ouverts, ainsi que les accès aux silos, aux magasins engrais, aux stockages extérieurs des engrais conditionnés, à la nouvelle installation de distribution de bio-carburant et aux bureaux du site.</p> <p>Aucun personnel n'étant présent sur le site, les personnes étrangères à l'établissement avaient libre accès à la quasi totalité des installations du site, en contradiction notamment avec les dispositions des articles 7.2.5 et 8.3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 et les recommandations portées à la rubrique 7 de la fiche de données de sécurité du B100.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Obligations de l'exploitant
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2018, articles 1.5.2 et 7.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Zone de dangers - Présence humaine
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis au précédent article.</p> <p>En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes...</p> <p>Article 7.3.1</p> <p>[...] Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est conforme aux prescriptions du chapitre 1.5. Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales susvisées.</p> <p>Les capacités de stockage sont éloignées des stockages de liquides inflammables, d'une distance au moins égale à la distance d'ensevelissement défini dans l'étude de dangers, sans être inférieure à 10 mètres.</p>

Le silo est séparé des autres installations présentant un risque d'incendie (dépôt d'engrais, produits phytopharmaceutiques) par un espace libre de 10 mètres minimum, ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120. [...]
Constats : Il a été constaté la présence de 2 ensembles routiers stationnés dans les zones d'ensevelissement de l'extension du silo 2. Outre cet aspect, un de ces véhicules était partiellement stationné sur l'aire de manœuvre dédiée aux services d'intervention et de secours, à proximité de la réserve interne d'eau de la défense incendie.
Observations : Les divers locaux administratifs de l'établissement sont éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention, conformément aux dispositions du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018. A contrario, deux ensembles routiers sont stationnés dans les zones d'ensevelissement de l'extension du silo 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : NC4_VI_05/10/2020_Défense incendie
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2018, article 7.7.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Ressource en eau
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est complétée par une réserve d'eau d'extinction de 120 m ³ , aménagée à proximité de l'entrée du site, au Sud du silo n°2. Cette réserve est conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 relative à la création et à l'aménagement des points d'eau. Elle est implantée à moins de 200 mètres du risque à défendre et : <ul style="list-style-type: none"> - dispose d'une capacité unitaire d'au moins 120 m³ en tout temps, permettant pendant 2 heures un débit unitaire de 60 m³/h, - dispose d'une aire d'aspiration de 32 m² par engin d'incendie, (8 mètres par 4 mètres) et stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN, - dispose d'une canne ou d'un poteau d'aspiration, - est nettoyée périodiquement, - est facilement accessible, signalée, - ne comporte pas de particules susceptibles d'endommager les pompes des engins incendie ainsi que les lances. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique, a minima hebdomadaire, de la disponibilité du volume de la ressource complémentaire.
Constats : Il a été constaté un niveau trop bas de la réserve incendie interne. De fait, l'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. La bâche périphérique du bassin semble présenter des désordres qui pourraient être à l'origine de défauts d'étanchéité dudit bassin. D'autre part, l'accès de cette réserve n'est pas maintenue libre et n'est pas correctement entretenue.

<p>Observations :</p> <p><u>Constat du 5 octobre 2020 :</u></p> <p>NC4 : L'exploitant ne s'assure pas de la disponibilité des ressources extérieures nécessaires à la défense incendie de son site.</p> <p>En réponse à ce constat, par courrier du 27 novembre 2020 l'exploitant a indiqué avoir interrogé le service des eaux compétent et avoir eu confirmation que les ressources extérieures de défense incendie de son site répondaient aux dispositions de l'article 7.74 de son arrêté préfectoral du 12 mars 2018. Il a joint au courrier précité le mail du 27 octobre 2020 par lequel la SMAEP Lacrosse attestait que lors du dernier contrôle (2017), le poteau incendie situé rue Pierre et Marie Curie atteignait un débit de 78 m³/h, sous 1 bar.</p> <p><u>Constat du 9 octobre 2023 :</u></p> <p>Le niveau d'eau du bassin observé le 9 octobre 2023 est situé nettement en-dessous du niveau requis matérialisé in-situ par un marquage spécifique, afin de disposer du volume d'eau nécessaire à la défense incendie du site. Par ailleurs, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la bâche périphérique qui assure l'étanchéité du bassin présente des désordres ; - la présence de végétation autour du bassin ; - la présence d'un ensemble routier partiellement stationné sur l'aire de manœuvre dédiée aux services de secours et d'intervention. <p>Ainsi, l'exploitant ne dispose pas d'une réserve interne d'eau d'extinction de 120 m³, telle que fixée par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018, en son article 7.74.</p> <p>D'autre part, l'exploitant n'entretient pas correctement cette ressource en eau nécessaire à la défense incendie de son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Nettoyage des silos
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2018, article 3.1.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Opérations de nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les parties des silos sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes.</p> <p>La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits (campagne de collectes et de séchage notamment), et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté une présence excessive de poussière au niveau du ciel des cellules de l'extension du silo n°2 (moteur, capot du transporteur à bande d'ensilage CT6 + divers déversoirs au dessus des cellules).</p> <p>Les opérations de nettoyage et les contrôles de la propreté mis en œuvre dans ce silo ne sont pas adaptés aux périodes de très forte activité.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite de la galerie sur cellules du silo n°2 (extension), il a été constaté une présence excessive de poussière au niveau du moteur d'entraînement du transporteur à bande CT6, du capotage de ce même transporteur, ainsi que sur les surfaces horizontales des divers déversoirs implantés au-dessus des cellules de silo n°2.</p>

La dernière opération de nettoyage datant d'avant la moisson de cet été, le nettoyage et les contrôles de la propreté mis en œuvre dans ce silo ne sont pas adaptés aux périodes de très forte activité associées à la collecte actuelle.

Pour mémoire, en application des dispositions de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2018 (transposition des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables à ce secteur d'activité), la fréquence des contrôles doit être au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits (campagne de collectes notamment), et des opérations de nettoyage doivent être réalisées si nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois